

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75961 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Science

● Rhône-Poulenc

NON AU PLAN DE RESTRUCTURATION

Dans l'intense rivalité qui les oppose à d'autres monopoles capitalistes pour la conquête des marchés internationaux, les monopoles français ne veulent pas être en reste.

Ainsi, Rhône-Poulenc-Textile (RPT) a décidé de restructurer son secteur textile ne le jugeant plus assez rentable. La «concurrence du tiers monde est trop vive», RPT ne peut la supporter.

Le secteur textile à RPT, ce sont 13 300 emplois (21 600 en 1972). 5 000 à 6 000 licenciements sont prévus d'ici 3 ans dans le groupe textile, ce qui le ramènerait à 7 ou 8 000 salariés avec une hausse du chiffre d'affaires puisque, nécessairement, les licenciements visent avant tout les ouvriers français pas assez rentables.

Bien entendu, Barre a donné l'aval de la bourgeoisie au plan de restructuration tout en déclarant que RPT «doit développer sur le territoire national des activités industrielles compétitives et tournées vers l'avenir d'une importance économique équivalente». Belle déclaration en effet. La crise est un moyen, pour les monopoles, pour restructurer et rentabiliser les moyens de production. La «compétitivité» c'est signe de profits et de rapine. Les travailleurs auraient donc très prochainement à se battre pour défendre leur emploi, contre tout licenciement.

Le service militaire et l'intervention au Sahara Occidental

ARMEE DE METIER ET AVENTURE NEO-COLONIALE

Dans notre édition du jeudi 15, nous posons la question «Restructuration et retour du service militaire à 18 mois ?». Nous avançons à l'appui de cette hypothèse, plusieurs faits, des déclarations de gradés dans les casernes, une brochure distribuée aux soldats, des déclarations de Messmer et du parti giscardien. D'autres déclarations, et surtout des faits, viennent confirmer la nature ultra réactionnaire des mesures que le gouvernement est en train de mettre en place.

L'Agence France-press annonce le 16 décembre les fractions de contingent incorporables à compter du 1er février. Outre les jeunes prévus d'incorporation à cette date, il est dit : «Les jeunes gens non-titulaires d'un sur-sis ou report d'incorporation nés au plus tard le 29 octobre 1958, recensés avec les 3e et 4e tranches trimestrielles de la classe 1978».

En termes clairs, ceux qui devaient partir en juin ou en août, sont appelés à partir en février, sans explication. Or, déjà nous avions cité un certain nombre de faits laissant supposer un allongement du service à 16 ou 18 mois, ce qui correspondrait à ces quatre mois ou six mois supplémentaires d'appel avancés...

Le même communiqué de l'AFP parle des facilités pour les jeunes voulant faire leur service «outre-mer» (dans les colonies françaises par exemple, ou aux abords du Sahara occidental...) s'ils contractent «un engagement de 18 mois au moins». On retrouve ici l'idée du «développement de la présence de l'armée française outre-mer», le chiffre de 18 mois et un appel au volontariat, autant de faits sur lesquels nous avons attiré l'attention de nos lecteurs précédemment.

(Suite page 3)

SUITE DE L'ARTICLE A LA PAGE 3

Conférence du Caire
LES SIONISTES CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

Plus les travaux de la Conférence du Caire se couvrent du voile du secret le plus épais, plus les spéculations et les commentaires vont bon train sur ce qui peut s'y dire ou ce qui s'y dira éventuellement. Il semble bien en tout cas que rien de décisif ne sera adopté avant la prochaine rencontre Begin-Sadate qui aura lieu prochainement en Égypte sans qu'on sache bien exactement quand ni où. Après seulement, il est possible que la conférence franchisse un seuil supplémentaire en rassemblant les ministres israélien et égyptien des Affaires étrangères et non plus de simples «experts», seulement chargés d'explorer le terrain.

En attendant, c'est à Washington que le Premier ministre sioniste, Begin, est allé dévoiler ses intentions secrètes dont il a fait savoir qu'elles avaient reçu «l'assentiment total» de la Maison Blanche.

Rien de bien nouveau pour l'instant, semble-t-il, dans ce «plan de paix» que font miroiter les sionistes. Certes, le mot «autodétermination» est lâché concernant «les Arabes palestiniens» pour la première fois par un porte-parole d'Israël, mais associé à une proposition de référendum d'autodétermination qui pourrait se dérouler... dans les 20 ans à venir. D'ici là, le panorama politique au Proche Orient aura sans doute profondément changé, avec ou sans ce référendum d'autodétermination.

Aux populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, Begin proposerait une vague «autonomie administrative interne» qui ne mettrait pas en question l'existence de colonies juives de peuplement dans les territoires occupés et Israël se réserverait le droit de maintenir une autorité militaire de sécurité et le contrôle absolu de Jérusalem. En ce qui concerne le Sinaï, les sionistes, qui envisageraient un éventuel repli un peu au-delà des frontières de 1967, exigeraient un accord, leur permettant de louer la base égyptienne de Charm El Cheikh sur la mer Rouge, qui commande l'accès au port d'Eilat, sur le golfe d'Akaba, et la neutralisation de l'île de Bab El Mandeb sous «garantie américaine».

UN 8 PAGES TOUS LES JOURS

à partir de 16 janvier

Dans les semaines à venir, les partis politiques bourgeois, tant de la droite que de la soi-disant gauche, vont investir des milliards dans un véritable déluge de promesses électorales, toutes plus démagogiques les unes que les autres. Plus encore qu'en temps ordinaire, tous les projecteurs des mass-médias vont être braqués sur les gestionnaires actuels du grand capital et ceux qui aspirent à prendre leur place.

Les marxistes-léninistes combattent cette conception électoraliste et bourgeoise qui consiste à considérer les élections comme un but ou comme une possibilité de transformation de la société. Ils les dénoncent comme un simulacre de démocratie.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils doivent rester muets. Au contraire ! Nous devons nous donner des moyens plus efficaces pour faire connaître le point de vue des marxistes-léninistes, leurs propositions, leurs appels à la lutte de classe sans trêve électorale.

Les marxistes-léninistes ont décidé de participer et d'intervenir très clairement dans cette bataille politique. Pour cela, il est impératif que l'Humanité rouge reparaisse sur 8 pages, dont quatre y seront consacrées.

Cette bataille, nous la menons avec de nombreux travailleurs dont ce sont les petits sous qui font vivre notre journal qui est, en fait, avant tout le leur. Car, contrairement au PCF et au PS, ce ne sont pas les trusts (par la publicité) qui nous financent, et pas plus les subventions de l'État accordées à toute cette presse.

Nous avons lancé une campagne de souscription pour avoir 60 millions avant le 31 décembre. Ces derniers jours, les rentrées se sont très sensiblement accélérées, ce qui fait que nous sommes aux alentours des 40 millions. Ce qui veut dire aussi qu'il reste encore un effort important à fournir dans les 10 prochains jours pour que l'objectif soit atteint à temps.

En plaçant la politique au poste de commande, nous avons maintenu la décision envisagée, il y a quelque temps : LA PARUTION D'UN HUIT PAGES QUOTIDIEN A PARTIR DU 16 JANVIER.

Il sortira donc le lundi 16 janvier au soir à Paris (daté du 17) et le 17 en province.

Jusqu'à présent, le quotidien était présent dans un nombre restreint de kiosques et de fait difficile à obtenir bien souvent. Pour mieux remplir son rôle qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, il sera diffusé dans tous les kiosques, pour que le chiffre de diffusion augmente sensiblement.

Pour populariser et faire connaître la sortie du 8 pages, une affiche nationale a été tirée et doit être collée massivement. De même, une affichette (format d'une demi-affiche) est également disponible et qui est plus spécialement destinée à être collée près des kiosques.

Plus que jamais, le quotidien doit être une arme de combat, qui serve effectivement les luttes des travailleurs en rejetant tout aménagement du système capitaliste, leur donne la seule et unique perspective qui les mènera vers leur émancipation : la préparation de la révolution prolétarienne.



A nos lecteurs et diffuseurs

Dans notre prochaine édition hebdomadaire (datée du vendredi 23 décembre), paraissant sur 8 pages, dans les 4 pages sur la préparation de la bataille politique de 1978, deux pages seront consacrées à Clermont-Ferrand et à Paris 13e.

Pour pouvoir diffuser plus largement ces éditions hebdomadaires, passez vos commandes à l'administration : Humanité rouge BP 61 75861 - Paris Cedex 18.



LOGEMENT

A propos de l'occupation des logements dans le 13e (Paris)

Il est juste d'occuper les logements vides

Fin octobre, Pierre et Pauline occupaient un logement vide au 86, avenue d'Ivry. Depuis lors, d'autres mal-logés (familles nombreuses, mères célibataires, personnes seules, etc.) ont elles aussi, décidé de s'installer ainsi que nous l'avons relaté dans le dernier numéro de notre journal.

Avec la Confédération nationale du logement (CNL) du 13e arrondissement de Paris, les occupants ont constitué un comité d'occupants du 85-87 avenue d'Ivry.

Ce comité affirme : « Ce n'est pas normal de laisser vide pendant quatre ans un immeuble en bon état avec des appartements aussi grands quand des gens sont sur des listes d'attente pour une HLM depuis plusieurs années.

« Face à la rénovation qui nous chasse de nos quartiers et à l'inertie des pouvoirs publics, nous avons choisi, conscients des risques, cette solution.

« Nous ne sommes pas des cas isolés : plusieurs milliers de mal-logés et 6 000 logements vides dans le 13e arrondissement ».

- Les revendications des occupants sont :
- L'ouverture immédiate à tous les mal-logés des logements vides habitables.
 - un engagement de location pour les occupants du 85-87.
 - le maintien du 85-87 avenue d'Ivry.
 - le droit pour les habitants de décider et contrôler la rénovation.

Le 13e arrondissement a connu des luttes importantes contre les expulsions par le passé. André Marty qui après la libération, a été député de cet arrondissement, portait une très grande attention au logement des travailleurs. Il était très favorable à l'occupation des logements vides.

« La misère des sans-logis écrit-il pour tous les hommes de cœur, pour toutes les organisations ouvrières et populaires ne doit pas rester un thème de propagande intéressée. Elle doit être un levier qui jette dans l'action des centaines de milliers de mal-logés, jusqu'au résultat définitif : leur logement dans des conditions humaines ». (L'Affaire Marty).

● **Lihus (Oise)**

Deux morts dans un bidonville

Au bidonville de Lihus (Oise) qui regroupe plusieurs dizaines de caravanes, de cabanes, un incendie s'est déclaré dimanche, causant la mort d'une jeune mère de famille enceinte de six mois, et de son jeune fils âgé d'un an. Cette mort tragique doit être l'occasion d'exiger le relogement des familles qui sont obligées d'habiter dans ce bidonville. Il s'agit pour la plupart de familles nombreuses vivant là dans le plus complet dénuement. C'est le cas de la famille Ovieve à laquelle appartenaient les deux victimes ; cette famille vit dans le bidonville depuis 11 ans.

Nucléaire : Cruas-Meysse

Le comité Cruas solidaire du bris de clôture

Contrairement à ce qu'a dit le « Dauphiné libéré », le comité antinucléaire de Cruas-Meysse ne revendique pas le « sabotage » qui s'est déroulé dans la nuit du 12 au 13 décembre. Par contre, le comité exprime sa solidarité avec cette action qui avait abouti à la destruction de la clôture du chantier sur quelques centaines de mètres.

Le comité Cruas affirme que la violence vient du pouvoir lui-même et d'EDF qui n'a pas hésité à commencer les travaux sans attendre la réponse du conseil d'Etat sur l'enquête d'utilité publique. Il rappelle que 91 % de la population s'est prononcée contre le projet de centrale.

La mairie de Meysse avait, par un arrêté, stoppé les travaux entrepris sans permis de construire.

En ce qui concerne EDF, sa politique est d'avancer au maximum les travaux pour pouvoir, en cas d'avis défavorable du conseil d'Etat, avancer l'argument suivant : « Nous avons engagé tant de millions dans les travaux préparatoires que nous ne pouvons plus reculer ».

● **Plovenez-du-Faou (Finistère)**

Contre le remembrement : une gréviste de la faim hospitalisée

Une exploitante agricole de Plovenez du Faou (Finistère), Mme Guillou, 60 ans, qui, avec son mari de 68 ans et son fils de 32 ans, fait une grève de la faim depuis huit jours pour protester contre une opération de remembrement, a été hospitalisée ce week-end à Quimper.



le monde en marche

Conférence du Caire

LES SIONISTES CAMPENT SUR LEURS POSITIONS

Suite de la page Une

Le flou demeure sur la partie de la Cisjordanie occupée, la plus proche de Tel Aviv, au sud de Naplouse, de même que le plateau syrien du Golan qui domine la Galilée où Israël revendiquerait des « frontières sûres et reconnues ».

Côté égyptien, on continue d'afficher un optimisme

de rigueur et de maintenir le suspense sur les développements possibles de l'initiative du président Sadate.

Un point inquiétant toutefois, dans les récentes déclarations de ce dernier : la remise en cause de la légitimité reconnue de l'OLP à être l'unique porte-parole du peuple palestinien, droit qui lui avait été unanimement reconnu lors du

sommet arabe de Rabat en 1974. Dans le monde arabe, les positions d'expectative ou de refus tranché continuent de se maintenir.

L'URSS de son côté, cache mal son dépit d'être mise hors-jeu et intrigue pour se remettre en selle au Proche-Orient.

Le responsable numéro deux de l'OLP, Abou Ayad,

a réitéré le refus de l'OLP aux initiatives du Caire en affirmant : « Ni Sadate, ni d'autres ne pourront parler au nom des Palestiniens... nous avons pu nous faire connaître du monde à travers nos luttes et nos sacrifices et non à travers des conférences... La résistance palestinienne combattra toutes les solutions de capitulation qui visent la liquidation du peuple palestinien et de sa résistance ».

De son côté, Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP a souligné : « L'OLP adopte une attitude positive chaque fois que l'opinion publique internationale lui demande de faire preuve d'une volonté de paix... C'est par contre Israël qui n'a présenté aucune concession... L'OLP lutte pour la cause juste d'un peuple expulsé de sa terre, laquelle a été occupée par Israël et non le contraire ».

Il est encore trop tôt pour savoir ce qui sortira réellement de l'initiative égyptienne et les regards continuent d'être tournés vers le Caire dans l'attente de nouveaux développements de la situation.

L'Afrique du Sud condamnée à l'ONU

L'Assemblée générale des Nations Unies a pris plusieurs résolutions concernant l'Afrique du Sud.

Elle a demandé à ce que le conseil de sécurité de l'ONU prenne des mesures susceptibles d'empêcher de nouveaux investissements en Afrique du Sud. Par ailleurs, elle demande aussi au Conseil de sécurité d'imposer un embargo sur la fourniture de produits pétroliers à l'Afrique du Sud « en raison du fait que ce pétrole et ces produits pétroliers sont transportés d'Afrique du Sud en Rhodésie ».

A chaque fois, les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest et les États-Unis se sont prononcés contre ces motions.

Enfin, une résolution demandant à Israël et aux régimes racistes d'Afrique du

Sud de libérer immédiatement et inconditionnellement toutes les personnes détenues en raison de leurs luttes pour l'autodétermination et l'indépendance, fut votée par 97 voix contre 18 et 22 abstentions.

Par 123 voix et 15 abstentions (Europe de l'Ouest et États-Unis) l'Assemblée générale a donné priorité dans les travaux de l'ONU sur les droits de l'homme, aux violations de ces droits dans le cas de l'apartheid de la domination étrangère et du colonialisme.

Cette déclaration dit par ailleurs que la réalisation des droits de l'homme n'est pas possible sans la création d'un nouvel ordre économique mondial et sans que soient satisfaits au préalable, les droits sociaux, économiques et culturels.

● **Namibie**

La police sud-africaine est intervenue contre un rassemblement nationaliste organisé par la SWAPO à Oshakati, capitale de l'Ovamboland au nord de la Namibie.

On ne sait pas encore s'il y eut des blessés et des arrestations.

● **Indonésie**

Les masses indonésiennes viennent de remporter une grande victoire : 10 000 détenus communistes vont être libérés, le 20 décembre, dont trois anciens ministres et un ancien ambassadeur. Il est prévu également que 10 000 autres prisonniers seront libérés avant la fin de l'année prochaine et les autres d'ici 1979. Ils seront toutefois soumis à une surveillance.

● **Allemagne de l'EST**

La police vient d'arrêter deux dissidents, Hans Kressler et Dietard Grau, qui avaient signé, en

1976, la « pétition de Riesa » en faveur de l'application intégrale des droits de l'homme en RDA.

Parmi les 80 personnes qui avaient signé ce texte, huit sont incarcérées. Par ailleurs, une ouvrière de Halle, Helga Krumm, a été arrêtée. La police lui reprochait d'avoir présenté trois demandes d'émigration et d'avoir adressé à un journal ouest-allemand une lettre critiquant le régime et les conditions d'existence dans une ville de province ouest-allemande.

● **Grande Bretagne**

Les 35 000 pompiers britanniques, qui entrent dans leur sixième semaine de grève, ont décidé de durcir leur mouvement dans les prochains jours pour faire aboutir leurs revendications. Ils réclament une augmentation de 30 % de leur salaire et le gouvernement, lors de récentes négociations, ne proposait que 10 %. Les pompiers exigent une augmentation supérieure à

10 % immédiatement et un avancement des augmentations suivantes prévues par le plan gouvernementale.

Les pompiers se battent sur deux autres points. Contre le ministre de la Sécurité sociale avec lequel ils entendent éclaircir certaines menaces de bureaux régionaux qui veulent réduire les allocations des grévistes, contre la confédération syndicale qui a désavoué leur demande d'augmentation supérieure à 10 %.

De jour en jour, la colère grandit parmi les grévistes qui emploient de plus en plus couramment la violence. Des piquets de grève volants très importants (200 hommes parfois) se sont constitués pour empêcher les militaires ou les pompiers à mi-temps non grévistes de saboter leur grève. La police est intervenue à différentes reprises pour défendre les militaires et les jaunes. Les grévistes l'ont repoussée par des jets de briques ou d'œufs durs.

● **Philippines**

D'après les rapports du gouvernement des Philippines, on peut mesurer l'ampleur que prend la lutte armée. Le nombre de plus en plus important de nouvelles annonçant de violentes luttes en sont la preuve, même si le gouvernement philippin annonce à chaque fois qu'ils ont tué plusieurs combattants communistes.

● **Pologne**

A l'occasion du 7e anniversaire des événements des ports de la Baltique, en 1970, 500 personnes, sympathisants du « Mouvement de défense des droits de l'homme », ont déposé une gerbe de fleurs devant les chantiers navals de Gdansk où avaient éclaté les premières grèves.

Trois étudiants qui avaient filmé la manifestation pour le compte du « Mouvement » ont été agressés et leurs caméras furent confisquées. Les trois étudiants ont porté plainte.

● **CNUCED**

Vendredi s'est terminée à Genève une réunion sur la dette des pays du tiers monde. Selon le CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), la dette totale des pays en voie de développement atteint actuellement quelque 200 milliards de dollars.

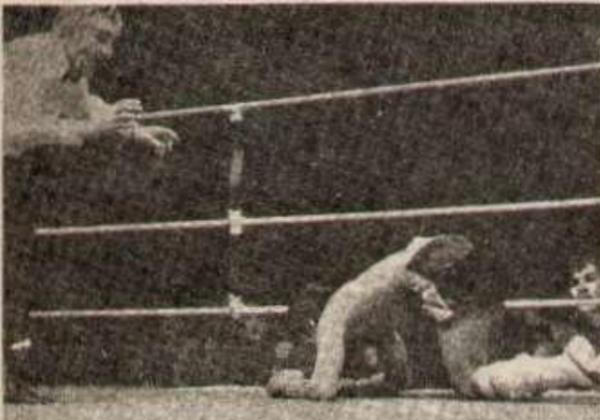
Le groupe des Soixante-dix-sept (pays en voie de développement) souhaite que les pays créanciers passent par pertes et profits les 20 milliards de dollars que doivent les 50 pays les plus pauvres du monde.

La Suède, sur ce point a appuyé ces revendications. Mais pour la grande majorité des pays capitalistes, ils refusent cette demande qui vise à remédier à une situation dont ils sont totalement responsables par le pillage qu'ils ont effectué dans ces pays.

La brochure sur le logement **FRANCE 1977** Les travailleurs et le logement est toujours disponible passez vos commandes et réglez à APN-Editions, BP 279 75886 Paris-Cedex 18



● Les images du drame de Jeorg Eipel



Championnat d'Europe de boxe, le week-end dernier. Paris. Le jeune boxeur allemand Jeorg Eipel est allé à la limite de ses forces. A la dernière minute de la dernière reprise, il s'effondre K.O. L'arbitre compte. Au prix d'un effort surhumain, le boxeur se relève : gagner à tout prix, tel est la loi du sport dans notre système.



Gagner même au prix de sa vie. Jeorg Eipel n'a pas le courage de se protéger des coups de son adversaire. A peine relevé c'est le deuxième KO. Il tombe hors du ring... Tant bien que mal on le remet sur le ring : Il faut que le match continue encore un peu.



Cette fois-ci Jeorg Eipel tombe de lui-même. Dans le coma, il est emmené à l'hôpital. Gagner au prix de sa vie.

● « Militant de base du PCF... »

« Militant de base au parti communiste français ; connaissant des militants Humanité rouge, je me permets de vous écrire pour vous parler du débat contre la misère culturelle organisée par le PCF (Fédé du Nord) à Lille le 13 décembre.

Je tiens en effet à signaler ceci (sans faire de commentaires...) pendant que les membres de la fédé. et divers intervenants (assez intellectuels) dénonçaient l'inégalité des chances, le manque d'argent et de moyens qu'ont les travailleurs pour accéder à la culture... (sans beaucoup préciser de quelle culture l'on parle), à l'autre bout de la salle un monsieur exposait des livres pour de la publicité pour une maison d'édition. Je me renseigne et il me répond qu'il s'agit d'une maison d'édition du parti (*) en m'expliquant que l'avantage était qu'elle diffusait des auteurs marxistes. Étaient exposés de luxueux livres sur Lénine, la résistance... à des prix tout aussi luxueux. L'on me remet de beaux dépliants, et je m'entends dire « vous êtes étudiant...? ».

(*) Editions Sociales.

P.S. : grâce à des camarades de l'Humanité rouge j'ai pu me procurer des livres de Marx et Lénine pour moins de 3 Francs.

● Déficit du commerce extérieur

Le commerce extérieur français a enregistré un déficit important pour le mois de novembre. En chiffres bruts les exportations ont représenté 27 152 millions de francs et les importations 29 164 millions ce qui dégage un déficit de 2 012 millions de francs.

En chiffres corrigés des variations saisonnières, ce déficit est en fait de 2 665 millions de francs.

Il y a peu, Barre se félicitait bruyamment d'avoir rééquilibré la balance des paiements. Il se montrera sans doute plus discret sur ce nouveau résultat.

Le service militaire et l'intervention au Sahara Occidental

ARMEE DE METIER ET AVENTURE NEO-COLONIALE

(Suite de la page une)

Ajoutant à cela une déclaration de Bourges, ministre de la Défense : « Il n'est pas déraisonnable de penser qu'une action puisse s'avérer nécessaire soit à la demande d'Etats amis alliés à la France, par des conventions particulières, oubien des Nations Unies, soit enfin d'assurer hors du territoire national, la protection, s'ils se trouvent gravement menacés de nos intérêts ou de nos compatriotes ».

Après les déplacements de troupes françaises vers le Sahara occidental, et au moment où il y a des troubles à Djibouti, ce sont là des faits inquiétants.

Les bombardements opérés le 15 décembre par l'aviation française contre le peuple sahraoui, au Sahara occidental, montrent concrètement ce que veulent dire les déclarations du gouvernement impérialiste français. Lundi 19 décembre, le ministre des Affaires étrangères, De Guiringaud, a déclaré : « En ce qui concerne l'attitude française, comme cela a été annoncé depuis plusieurs semaines, nos éléments aériens sont susceptibles de concourir à la sécurité de nos ressortissants de Mauritanie lorsqu'ils sont mis en danger, et à la demande du gouvernement mauritanien ».

Cela ne fait que confirmer la déclaration d'Yvon Bourges, ministre de la Défense, à l'École supérieure de réserve et du service d'état-major : « Ce qu'un pays comme la France attend de ses forces armées, n'est pas séparable du rôle qu'il entend jouer dans le monde ».

Sa doctrine c'est : l'armée doit être prête à protéger ses intérêts (impérialistes) à l'étranger. C'est pourquoi, il a poursuivi en disant : « Il faut réfléchir au fait que, devenue l'une des premières puissances industrielles, et commerciales, la France doit être attentive aux conditions dans lesquelles ses approvisionnements sont assurés ».

« C'est en considérant ces éventualités que l'on peut parler de nos capacités militaires comme directement liées à l'action extérieure du pays, comme soutenant notre politique étrangère, confortant notre diplomatie ».

L'impérialisme français se croirait-il encore au « temps béni des colonies » ? Toujours est-il que nous appelons les masses populaires de France à s'opposer à toute « diplomatie » de la canonniers contre les pays et peuples du tiers monde. Les intérêts économiques que conserve la bourgeoisie française dans la région du Sahara ne sont dûs qu'au



Pendant un exercice de combat.

pillage impérialiste. L'aventure néo-colonialiste qu'il entreprend actuellement ne pourra que l'acheminer plus rapidement vers sa chute irrémédiable.

Cela est étroitement lié aux mesures de restructuration qu'entreprend l'armée,

pour en faire une armée plus opérationnelle, en passant par un renforcement de l'armée de métier. Chacun doit être conscient des menaces que ferait peser, contre le peuple, une telle armée. Non à l'armée de mercenaires !

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN

	PH. ouvert (sous bande)	PH. fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F

QUOTIDIEN AVEC SUPPLEMENT BIMENSUEL

1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

Giscard, politicien en chef

A Vassy, au cours de son voyage, Giscard a donné le coup d'essai de la campagne électorale. Pour essayer de garder son image de marque d'arbitre qui serait « au-dessus de la mêlée », il a usé d'un artifice : raconter une fable où un agriculteur parlait à sa place en cherchant le meilleur moyen d'améliorer sa maison.

Voici les conclusions auxquelles arrive l'agriculteur-Giscard : aux partis de la majorité, il dit : « Vous allez désormais travailler et construire ensemble sans plus vous chamailler et me présenter un projet bien hardi, car il ne s'agit pas seulement de rénover, mais d'améliorer... »

Aux partis de gauche, il déclare : « Notre pays a besoin d'être uni et chacun devrait y trouver un emploi. Que ceux qui voulaient travailler pour moi le fassent et à condition bien entendu, de s'entendre sur le travail avec les maçons dont j'ai retenu les plans ».

Giscard a beau s'efforcer de jouer à l'original, et d'apparaître différent, loin d'être au-dessus de la mêlée des partis bourgeois, il y est plongé jusqu'au cou et n'a pas renoncé à essayer de s'entendre avec une partie des politiciens de gauche. Mais une question : ne pensez-vous pas, travailleurs, que la seule façon de construire une maison qui réponde à nos besoins, ce soit de chasser tous ces faux maçons et ce faux agriculteur qu'est Giscard ?

Giscard, le démagogue

Lors de son voyage en Basse-Normandie, Giscard a cherché à s'attirer les bonnes grâces des paysans en brochant un tableau mirifique de « l'acquis considérable » des vingt dernières années.

Il a également déclaré avec démagogie que l'agriculture devait être le « pétrole de la France ». Les petits paysans qui l'attendaient avec des pancartes de protestation ne se font aucun illusion sur ces promesses de « vaches grasses ».

Ceux qui empochent et qui profitent des richesses agricoles de la France, qui sont très réelles, ce ne sont pas eux, mais les gros négociants et les trusts agro-alimentaires.

A gauche

Statu-quo et passes d'armes

Apparemment, le PCF comme le PS se montrent assez satisfaits des résultats électoraux de leur rupture. Paul Laurent, secrétaire du Comité Central du PCF a affirmé que « depuis la rupture des pourparlers avec le Parti socialiste, le mouvement d'adhésion au Parti communiste s'est accéléré » et estime que le PCF est « le recours vers lequel se tournent les travailleurs pour faire repartir sur de nouvelles bases l'Union de la gauche ».

Mitterrand a déclaré, avant de quitter lundi soir, Tokyo, où il a participé pendant trois jours à la conférence de l'Internationale socialiste, que « la situation est plutôt bonne » pour le Parti socialiste, à quelques mois des élections. « Nous devrions recueillir en mars, a-t-il ajouté, de 28 à 29 % des suffrages, auxquels devraient s'ajouter les voix des écologistes, au second tour ».

Mais en même temps,

chacun laisse la porte ouverte à la reprise des négociations au cas où l'autre céderait. Ainsi Mitterrand a estimé que les bases de l'unité de la gauche existaient toujours : « Si le Parti communiste souhaitait vraiment parvenir à un accord avec les socialistes sur la question des nationalisations, il ne serait pas difficile de se mettre d'accord » a-t-il déclaré.

Quant à René Andrieu, après avoir ironisé sur les volte-faces de Mitterrand, dans son éditorial de l'Humanité, il a déclaré : « Il suffit qu'il accepte de revenir aux positions qu'il défendait lui-même hier pour que l'accord se fasse immédiatement sur le Programme commun ».

Ces joutes verbales soulignent une fois encore la nature de la querelle PC-PS : une dispute pour le pouvoir bourgeois et pour gagner le maximum de suffrages l'un aux dépens de l'autre.



Manifestation à Argenteuil Un premier succès dans la mobilisation antiraciste

Vendredi 16 décembre à 18h, une centaine de travailleurs français et immigrés répondant à l'appel des cinq comités de résidents des foyers Sonacotra en grève, de la Fédération anarchiste, de la Ligue des droits de l'homme et de l'Humanité rouge, ont défilé dans les rues de la ville en direction du centre de la vieille ville.

En tête de la manifestation, deux camarades français portaient un panneau encadré de noir sur lequel était inscrit : «*Laïd Sebaï sera vengé !*» On remarquait la présence d'une délégation des Cables de Lyon de Bezons parmi les manifestants.

De très nombreux mots d'ordre antiracistes et anti-fascistes ont été scandés, les mesures racistes de Stoléro ont été dénoncées. Les dignes représentants de l'Union de la gauche n'étaient pas là. Les dirigeants PCF qui siègent à la municipalité sont occupés à coller le trop plein d'affiches chauvines : «*Fabriquons Français*». Quant au PS, il était bien là pour vendre sa presse à la gare, mais n'a pas participé à la manifestation, pas plus que les trotskistes du LCR qui s'étaient récusés.

La manifestation s'acheva avec une intervention prononcée en arabe par un délégué des résidents, membre de la coordination des foyers Sonacotra. Il appela à la lutte unie contre les crimes racistes et les mesures Stoléro.

Vive l'unité des travailleurs contre le racisme !

• GIF — Orsay

Grève au CNRS

Depuis le 13 décembre, les personnels administratifs sont en grève au CNRS à Gif-Orsay. Les administratives reconduisent leur grève tous les jours en assemblée générale. La grève est suivie très largement.

Elles ont élu un collectif pour diriger leurs affaires elles-mêmes, car, disent-elles, «*nous sommes en majorité des femmes et des non-syndiquées*», et elles prennent leurs affaires en main.

Leur collectif comprend six femmes non-syndiquées. L'action est soutenue par les syndicats, mais c'est le collectif qui dirige la lutte.

Elles veulent lutter sur le seul problème de la prime, pour l'instant, de façon ayant leur objectif principal à mener une lutte dure et gagner rapidement. Par leur grève, elles bloquent effectivement toute la machine administrative, surtout en cette période de fin d'année.

Une manifestation est prévue mardi 20 décembre au Quai Anatole France (Orsay) et tout le personnel est appelé à venir les soutenir.

• Martigues

Fin du conflit à Naphta-chimie

A l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, les travailleurs ont repris le travail le lundi 19 décembre à 5 heures du matin, après la lutte la plus dure et la plus longue qu'ait connue l'usine. (18 jours de grève).

Le seul résultat qu'ils aient obtenu consiste dans la promesse d'embauche de cinq personnes aux crackings au plus tard le 1er mai 1978, avant, si la production atteint 32 000 tonnes par mois ; une augmentation hiérarchisée de la prime semestrielle. C'est un bien maigre résultat.

Il s'agit d'une défaite dont les travailleurs sont en train de faire le bilan et dont les leçons serviront pour les luttes futures. D'ores et déjà cependant, deux faits importants sont à prendre en compte dans ce bilan. Premièrement, la pratique antidémocratique et de frein à la lutte de certains dirigeants CGT-PCF, deuxièmement, le suivisme de la CFDT, qui, malgré ses justes positions, a été incapable d'imposer les aspirations des travailleurs.

Correspondant HR Martigues.

Le répondeur fonctionne à nouveau

**TELEPHONEZ
AU
202 18 29**

Editorial

Soutenons les cheminots exclus de la CFDT !

L'exclusion de deux cheminots militants de la CFDT à Épernay, près de Reims, exige de la part de toute la classe ouvrière une riposte exemplaire.

Ces deux nouvelles exclusions viennent s'ajouter à toute une série de mesures antidémocratiques, anti-statutaires à caractère policier déjà pratiquées tout au long de la dernière année à la CFDT. De la dissolution de l'Union locale CFDT 8e-9e à Paris, à celle de la section CFDT de Lyon-gare, la liste est déjà longue.

Ces mesures prises par les états-majors les placent irrémédiablement dans le camp de la bourgeoisie. Là où ils participent, de concert avec leurs collègues de la CGT, à des instances de direction des usines, comités d'entreprise ou à des comités paritaires, ils votent des licenciements ou des sanctions comme cela a été le cas aux PTT notamment, au Landy, au PLM, à Paris-recette principale. Mais ailleurs, cela est aussi valable.

En effet, il ne saurait être question de rester indifférent, de se sentir seulement concernés quand son secteur est touché. Toute la répression mise en place par les dirigeants syndicaux va de la Fédération des métaux aux cheminots en passant par les PTT, la santé et d'autres secteurs.

Elle vise tous les militants syndicalistes actifs qui refusent que le syndicat se mette à être demain avec un éventuel gouvernement de gauche, ce qu'est FO avec les patrons aujourd'hui à savoir une courroie de transmission du gouvernement bourgeois qui opprime les ouvriers.

Dans la pratique, dès aujourd'hui, pour asseoir leur domination, les grands leaders syndicaux se mettent objectivement et clairement au service des patrons et par leur pratique et leur ligne font déjà de la collaboration de classe active.

Constater qu'il existe une répression contre les masses de la part des dirigeants syndicaux, ne saurait être suffisant et efficace. Nous pouvons transformer l'exclusion qui est une décision arbitraire et antiouvrière, en une victoire pour les ouvriers, c'est à dire en une mobilisation active pour défendre les exclus et contribuer à

mieux isoler la poignée de responsables syndicaux qui se moquent éperdument des ouvriers et de leurs intérêts.

Les cheminots exclus l'ont été pour avoir refusé de tomber dans le piège de la journée de récupération politique du 1er décembre et qui visait à mettre les ouvriers et les masses populaires derrière les prétendus partis de gauche. Dans une récente déclaration à Syndicalisme-hebdo, Maire assimile les ouvriers qui ont refusé cette grève au gouvernement. Il déclare en effet : «*Gouvernement et patronat, qui rêvaient de nous plonger la tête sous l'eau à cette occasion ne cessaient d'évoquer l'insuffisance, l'absence de perspectives d'un tel mouvement*».

On croit rêver, patronat et gouvernement d'accord pour des grèves dures, avec occupation, pour résister aux flics, couper le courant, etc. C'est bien une abomination. En fait si on suit le raisonnement de Maire, les ouvriers combattifs qui refusent les grèves bidons et Giscard, c'est pareil ! Donc, il faut vider ceux qui défendent le principe de résistance et d'offensive contre les patrons parce qu'ils tiennent, paraît-il, le même langage que les capitalistes. Ce sont bien les Maire et les Ségué qui en s'opposant à la lutte classe contre classe se placent dans le camp des exploités.

Nous ne pouvons accepter ces exclusions, ces amalgames. Nous devons élargir le soutien aux exclus comme l'ont déjà fait de nombreux ouvriers.

Nous joignons ici une motion de soutien aux deux exclus d'Epernay envoyée par un syndicat CFDT.

Le Conseil départemental CFDT Santé-Sociaux de la Marne réuni le 14 décembre 1977 dénonce l'exclusion antistatutaire par le bureau de deux militants CFDT du syndicat des cheminots d'Epernay. Il n'est pas admissible que des militants actifs soient exclus de leur syndicat sans débat démocratique. Cette exclusion rappelle la chasse aux sorcières menée dans d'autres instances de la CFDT et contre laquelle nous nous insurgons. Nous demandons la réintégration de ces militants et l'instauration d'un véritable débat démocratique.



• Lille

Les stagiaires «Plan Barre» en lutte

40 jeunes suivant actuellement un stage «formation-promotion» type plan Barre au BTE à Lille, rue de Turénne, et payés à 90 % du SMIC par la Direction départementale du travail et de la main d'oeuvre se sont mis en grève, ce jeudi 15 décembre.

Depuis deux mois que le stage est commencé, ils n'ont pas encore touché un seul centime. Barre peut se vanter d'une prétendue baisse de 14 % du nombre de chômeurs dans le même temps, les centaines de milliers de jeunes qui n'ont comme seule issue que ces stages n'ont même pas droit à leur «salaire». C'est pour-

quoi nous refusons de reprendre ces stages jusqu'à ce que nous soyons payés.

Tous ensemble, nous nous sommes rendus avec le soutien de l'UL-CFDT jeudi après-midi, au siège de la DDT MO afin d'exiger le paiement immédiat des stages. Après 2 heures de discussions, un arrangement a été obtenu.

Le paiement du premier mois de stage sera avancé par l'organisme formateur, le B.T.E. C'est déjà une victoire importante.

Nous constatons que ces problèmes ne nous sont pas particuliers en effet de tels mouvements ont déjà eu lieu ailleurs.

Si ces stages sont en fait un moyen pour faire baisser le nombre de chômeurs, les conditions faites à tous ces stagiaires ne sont guère plus reluisantes. Et le problème de fond reste posé : Comment, du jour au lendemain des centaines de milliers de jeunes suivant actuellement ces stages pourront s'intégrer dans les entreprises ? Sommes-nous donc des chômeurs en sursis et devons-nous une politique que nous désapprouvons ? Il y a de fortes chances que oui et nous le savons !

Correspondant HR avec les stagiaires du BTE en lutte.

• Poitou MANIFESTATION DE PAYSANS- TRAVAILLEURS

Samedi dernier à l'appel des Paysans-travailleurs, une centaine de petits paysans ont manifesté devant la laiterie du Haut-Poitou à Bonnillet (Vienne). Celle-ci est chargée du ramassage du lait dans la Vienne, la Charente, le Maine et Loire, la Vendée et la Haute Vienne.

Cette nouvelle manifestation a comme base le refus de la taxe de coresponsabilité qui entraîne une baisse de revenus agricole des petits paysans.

Déjà vendredi, 150 paysans étaient intervenus lors de la réunion du Comité Régional interprofessionnel de l'économie laitière qui siègeait à Niort (Deux-Sèvres) pour manifester leur opposition à la mise en application de cette taxe.